

Les femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle

L'AUTONOMISATION : UN APERÇU DES DÉFIS ET DES POSSIBILITÉS

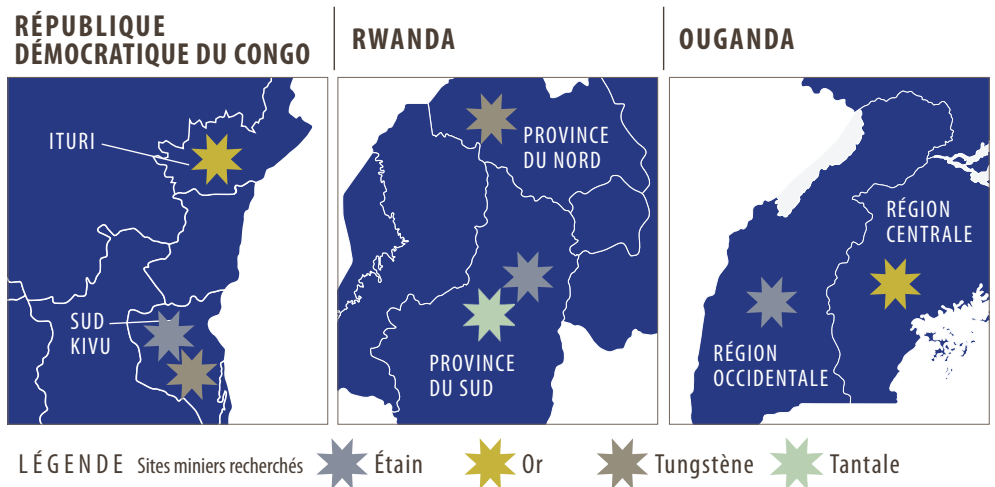
Contexte en Afrique centrale et de l'Est

Environ le tiers des réserves minérales de la planète se trouve en Afrique. Des millions de personnes sur ce continent comptent sur l'exploitation minière artisanale et à la petite échelle (EMAPE)—une pratique informelle qui utilise des techniques et de l'équipement de base—pour assurer leurs moyens de subsistance.

Les gouvernements multiplient les efforts pour intégrer les artisans miniers à l'économie formelle. On réforme les politiques pour accroître les bénéfices tirés de la richesse minérale, notamment par l'entremise de la fiscalité. Parallèlement, on est à mettre en place le Mécanisme régional de certification de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) ainsi que des systèmes de chaîne de chaîne d'approvisionnement partout dans la région pour acheminer des minéraux obtenus de sources responsables vers les marchés internationaux.

Les femmes sont un rouage essentiel de l'exploitation minière artisanale ; elles interviennent dans le lavage, le broyage et le tamisage ainsi que dans le commerce des biens et services. Elles dépendent des revenus procurés par cette économie minière informelle pour soutenir leurs ménages et autres personnes à leur charge. Pourtant, au niveau le plus fondamental, on fait souvent fi de la participation diverse et active des femmes dans le secteur artisanal ainsi que de la dimension sexospécifique de l'exploitation minière artisanale.

Une équipe de chercheuses et de chercheurs se penche sur les moyens de subsistance des femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle des 3T (étain, tantale, tungstène) et de l'or en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda.



L'étude se penche sur la dynamique dans deux sites miniers et dans leurs environs, dans chacun des pays afin de révéler comment les inégalités entre les sexes limitent les contributions et les possibilités des femmes à titre d'actrices économiques et politiques dans le secteur minier artisanal.

De plus, l'équipe de recherche examine comment les initiatives, des politiques, des règlements et des lois omettent de reconnaître les inégalités entre les sexes au sein des collectivités minières, rendant les femmes encore plus vulnérables. Les trois pays en sont à différentes étapes de la mise en œuvre de réformes qui ciblent l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'exploitation minière artisanale, ce qui permet d'établir des comparaisons à l'échelle de la région.

Les quatre constatations clés qui suivent présentent un aperçu des défis que doivent relever les femmes des trois pays dans le secteur minier artisanal, à la lumière d'une analyse de 878 sondages, 60 groupes de discussion (400 hommes et femmes), 28 récits de vie et des entrevues.

PREMIÈRE CONSTATATION CLÉ : La structure et la division du travail qui caractérisent le secteur de l'EMAPE désavantagent énormément les femmes, bien qu'elles

constituent une part importante de la main-d'oeuvre. L'étude montre que ceci n'a pas toujours été le cas. Les structures se sont modifiées au fil du temps et elles pourraient être repensées pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

DEUXIÈME CONSTATATION CLÉ : Les normes, croyances et valeurs patriarcales empêchent la pleine participation des femmes à l'EMAPE, même si de nombreuses femmes sondées soient d'avis qu'il s'agit d'un bon emploi, et qu'elles cherchent à obtenir de meilleures conditions de travail et une formation dans le secteur.

TROISIÈME CONSTATATION CLÉ : La conjoncture fait que souvent les femmes n'ont pas accès au crédit, ce qui leur permettrait d'accroître leurs revenus et leur sécurité; elles se voient souvent refuser l'accès direct aux minéraux ou à leur contrôle, bloquant ainsi leur participation à la prise de décisions et leurs possibilités d'exercer un leadership.

QUATRIÈME CONSTATATION CLÉ : Les femmes tirent parti, sur les plans économique et social, de leur travail dans l'EMAPE; ce revenu les aide à répondre aux besoins du ménage et rehausse leur statut social.

La République démocratique du Congo : Les résultats de la recherche

Toutes les personnes ayant répondu au sondage travaillent dans trois mines artisanales au Sud Kivu et en Ituri ou dans les environs immédiats. L'âge moyen des femmes est de 35 ans.

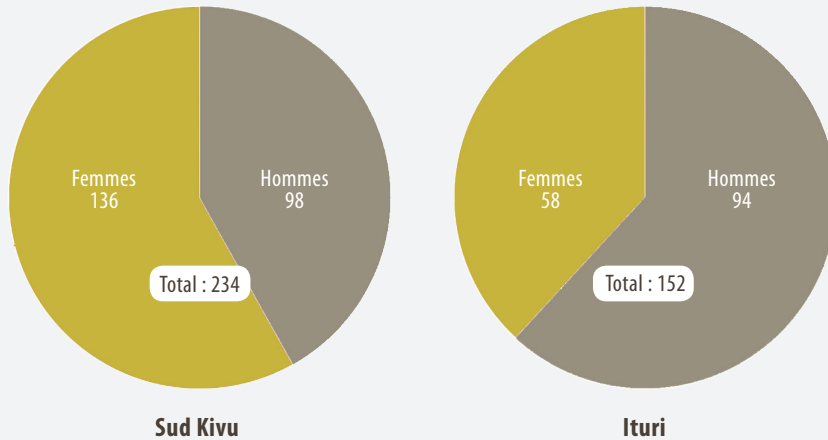
PREMIÈRE CONSTATATION CLÉ : En moyenne, les femmes gagnent **six fois plus** dans le secteur minier artisanal que dans d'autres activités génératrices de revenus. C'est une source de revenus non négligeable pour bien des ménages.

Au Sud Kivu, 72 % des femmes sondées contribuent au moins à la moitié du revenu du ménage, et 39 % d'entre elles sont l'unique soutien financier de la famille. En Ituri, elles sont 68 % à contribuer au moins à la moitié du revenu familial, et 11 % soutiennent seules leurs personnes à charge.

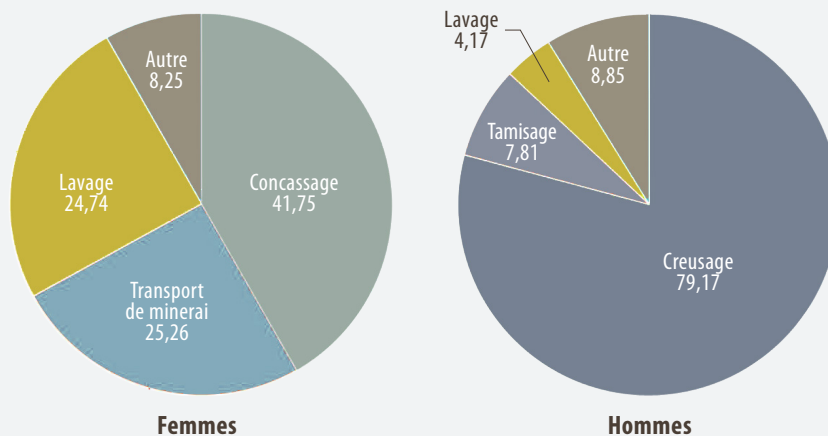
DEUXIÈME CONSTATATION CLÉ : Les activités réalisées sont généralement divisées selon le sexe et varient selon le site minier. Les rôles réservés aux hommes (tel que le creusage) sont beaucoup plus payants que ceux accordés aux femmes (tel que le concassage). Même lorsque les femmes exécutent les mêmes rôles que les hommes (tel que le lavage), elles sont moins bien rémunérées. En outre, bien que le potentiel de gain soit variable chez les hommes en fonction des différents rôles, les femmes ont tendance à gagner la même somme, quelle que soit leur fonction.

TROISIÈME CONSTATATION CLÉ : Les femmes sont un rouage important de la main-d'œuvre, car elles travaillent en moyenne sur une période plus longue dans un même site minier que les hommes. Les femmes ont également une présence constante dans l'exploitation minière artisanale puisque 70% des femmes sondées travaillent sur les sites miniers tous les mois de l'année.

NOMBRE DE PERSONNES SONDÉES

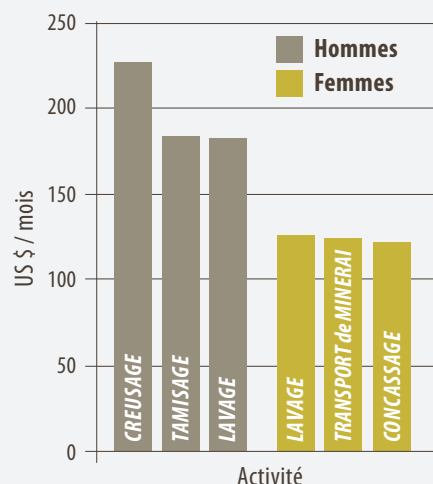


PRINCIPALES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION POUR LES HOMMES ET LES FEMMES EN RDC



REVENU MENSUEL MOYEN (US) PAR SEXE ET ACTIVITÉ

Activité	Hommes	Femmes
Creusage	226,83	~
Tamisage	183,38	~
Lavage	182,34	125,83
Transport de minerai	~	124,04
Concassage	~	121,51



ANNÉES DE TRAVAIL AU SITE MINIER ACTUEL :

5,6 HOMMES : **6,9** FEMMES

QUATRIÈME CONSTATATION CLÉ : Malgré la perception que les femmes ne travaillent qu'au côté de leurs maris, de nombreuses femmes mariées travaillent de façon indépendante ou avec d'autres femmes. Aussi, plus de 30 % des 194 femmes sondées n'étaient pas mariées ou n'habitaient pas avec un partenaire masculin. Néanmoins, 38 % de celles travaillant dans les mines ont indiqué que ce sont les obligations familiales qui déterminent le nombre d'heures qu'elles sur les sites, comparativement à moins de 13 % pour les hommes.

CINQUIÈME CONSTATATION CLÉ : Les femmes sont souvent exclues des structures de gestion dans les communautés minières artisanales, y compris la participation au processus de prise de décision où elles pourraient promouvoir leurs préoccupations. Elles sont plus souvent exclues comme parties prenantes dans les initiatives provenant du gouvernement ou de donateurs. Enfin, elles souffrent aussi d'autres formes de discrimination, telles que l'interdiction faite aux femmes enceintes d'être sur les sites miniers artisanaux.

Moins de 40 % des femmes sondées savaient que la République démocratique du Congo disposait d'un Code minier, comparativement à 85 % des hommes. Environ 90 % des femmes ont indiqué n'avoir jamais reçu de formation sur l'exploitation, la sécurité ni les lois minières.

SIXIÈME CONSTATATION CLÉ : Les femmes ont moins de chances de faire partie d'une équipe minière, ce qui les prive des avantages du travail d'équipe, notamment l'accès à la nourriture et à la rétribution en espèces plutôt qu'en déchets de sable qui contiennent du minerai de qualité inférieure. Près de la moitié des femmes ne faisaient pas partie d'une équipe même si la majorité d'entre elles en avaient exprimé le désir, notant les avantages du travail d'équipe, telles qu'une production améliorée, une efficacité accrue, des retombées économiques partagées et un solide réseau de soutien social et économique.

« Il est bon de travailler en équipe, car si les difficultés surgissent, nous sommes plus fortes et nous trouvons une solution rapidement car nous nous soutenons mutuellement. »

– Une des femmes sondées

SEPTIÈME CONSTATATION CLÉ : Les femmes ont un accès restreint au crédit, ce qui limite leur capacité à se lancer en entreprise et à augmenter leurs revenus. De nombreuses femmes adhèrent à des associations villageoises d'épargne et de crédit, soit plus de 27% des femmes sondées comparativement à moins de 5% des hommes. Cela dit, pour 48% des femmes, le manque de capitaux constitue le principal obstacle à l'augmentation de leur revenu sur le site minier.

Au sein d'un groupe de discussion avec des officiels du gouvernement qui travaillent avec au lieu de dans les artisans miniers de la cassitérite du Sud Kivu, ils étaient d'avis que le manque de crédit constituait le principal obstacle pour améliorer le pouvoir économique des femmes sur les sites.

RECHERCHE RÉALISÉE EN RDC PAR : Sud-Kivu : Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO) et Université Catholique de Bukavu ; Ituri : Actions et Réalisations pour le Développement (ARED) et Université de Kisangani.

RECHERCHE DIRIGÉE PAR : Université Carleton, Partenariat Afrique Canada, Development Research and Social Policy Analysis Centre.

Ce projet fait partie du programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), financé conjointement par le Department for International Development (DFID) du R.-U., la William and Flora Hewlett Foundation et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Affaires mondiales Canada a octroyé un financement supplémentaire.

Juillet 2017

